Ministère de l'Economie et des Finances
Direction Générale de l'Economie

La Dépêche

L'actualité économique

N° 740 - Lundi 30 Décembre 2019 - Service de la Communication et de la Documentation (SCD)

LES TITRES

Lancement de la phase 2 du Projet de promotion du riz local **page 1**

Le corridor routier Lagos-Abidjan, long de plus de 1 000 km, démarrera d'ici 2 ans, rassure la BAD **page 2**

Habitat : 1,445 milliard de FCFA de dettes à rembourser par la CRRH-UEMOA le 3 janvier 2020 **page 2**

Vers des bananes plus chères **page 3**

Croissance mitigée des économies subsahariennes en 2019 **page 3**

ZLECAF : les premiers jalons d'un marché commun africain **page 3**

Les 15 catastrophes provoquées par le changement climatique en 2019, selon une étude **page 4**

À LA UNE

Lancement de la phase 2 du Projet de promotion du riz local

Cette deuxième phase vise la dynamisation de la production et la distribution du riz local ivoirien

Le Ministre Ivoirien de la Promotion de la Riziculture, Monsieur **Gaoussou TOURE**, et le Représentant Résident de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), **Fujino KOJIRO**, ont procédé, lundi 23 décembre 2019, **à la signature d'un procès-verbal pour la mise en oeuvre de la 2ème phase du Projet de Promotion du Riz Local (PRORIL).**

Prévue pour durer cinq ans, à compter d'avril 2020, **cette deuxième phase vise la dynamisation de la production et la distribution du riz local ivoirien.** Il s'agit notamment de renforcer la chaîne de valeur du riz par la méthode de l'aval vers l'amont, mieux structurer le mécanisme durable du système de crédit et du service de mécanisation, en partenariat avec le secteur privé et les institutions de microfinance, et d'améliorer la qualité du riz produit au plan national.

Intervenant à cette occasion,Monsieur **Fujino KOJIRO** a souligné que ces trois approches clés, qui ont été introduites dans le cadre de cette seconde phase, sont indispensables pour booster la production et la distribution du riz local.

Selon les données du Ministère Ivoirien de la Promotion de la Riziculture, l**e PRORIL 1 a connu des résultats satisfaisants matérialisés par le renforcement de la chaîne de valeur du riz local ;** la mise en place du système de crédit pour améliorer l'accès aux intrants des producteurs et la hausse de la préférence des consommateurs pour le riz local à Abidjan à près de 31%, entre autres. Notons que la production nationale de riz paddy s'élève à 2 118 610 tonnes contre 1 355 911 tonnes pour le riz blanchi.

D'un coût total de 4,2 milliards FCFA (environ 7 milliards $) dont 3,7 milliards FCFA pour le Japon et 500 millions FCFA pour la Côte d'Ivoire, le PRORIL est destiné à renforcer les compétences techniques des producteurs et usiniers. Ce partenariat, conclu en marge de la visite officielle du Président Français S.E.M **Emmanuel MACRON** en Côte d'Ivoire, prévoit également un accompagnement technique réalisé par l'AFD afin de construire et nourrir l'expertise de NSIA Banque CI dans la mise en œuvre de stratégies efficientes sur les plans énergétiques et des ressources naturelles.

Source :
https://agenceecofin.com/riz/2612-72396-cote-d-ivoire-lancement-de-la-phase-2-du-projet-de-promotion-du-riz-local

Le corridor routier Lagos-Abidjan, long de plus de 1 000 km, démarrera d'ici 2 ans, rassure la BAD

La construction du corridor routier Lagos-Abidjan, dont le traité de lancement a été signé en mars 2014, démarrera d'ici deux ans.C'est **Akinwumi ADESINA**, Président de la Banque Africaine de Développement (BAD), qui a donné l'information samedi dernier à Abuja, en marge de la 56ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

Le corridor routier Lagos-Abidjan, long de plus de 1 000 km, démarrera d'ici 2 ans, rassure la BAD

« L'autoroute Lagos-Abidjan deviendra une réalité. C'est pourquoi la Banque Africaine de Développement a fourni 11,1 millions de dollars à la Commission de la CEDEAO pour développer le Schéma Directeur de ce corridor routier », a-t-il indiqué.

Il a révélé que la Banque fournira par ailleurs « 13,5 millions de dollars supplémentaires pour les études de faisabilité qui seront achevées en 2020. Nous prévoyons que la construction commencera en 2022 ».

Le corridor Abidjan-Lagos, qui va également bénéficier d'un financement de l'Union européenne, est un maillon socioéconomique important, dans la région CEDEAO. Il fait partie des 16 projets du Plan d'action prioritaire (PAP) du Programme continental de l'Union africaine pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA).

Autoroute à six voies, ce corridor s'étend sur une distance de 1 028 kilomètres et comporte 8 points de passage frontaliers, reliant certaines des villes les plus grandes et les plus économiquement dynamiques d'Afrique de l'Ouest (Abidjan, Accra, Cotonou, Lomé et Lagos). Les enjeux pour la région sont importants car ce corridor connectera également les ports maritimes d'Afrique de l'Ouest à tous les pays enclavés de la région, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Source :

https://agenceecofin.com/transports/2712-72404-le-corridor-routier-lagos-abidjan-long-de-plus-de-1-000-km-demarrera-d-ici-2-ans-rassure-la-bad

Habitat : 1,445 milliard de FCFA de dettes à rembourser par la CRRH-UEMOA le 3 janvier 2020

La Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (CRRH-UEMOA) paiera le 3 janvier 2020 à ses créanciers un montant global net d'impôt de 1, 445 milliard de FCFA (2,167 million d'euros) en remboursement de son emprunt obligataire dénommé CRRH-UEMOA 5,85% 2016-2026, ont annoncé les responsables de cette structure basée à Lomé au Togo.

Habitat : 1,445 milliard de FCFA de dettes à rembourser par la CRRH-UEMOA le 3 janvier 2020

Ce montant représente à la fois les intérêts semestriels pour un montant de 419,737 millions de FCFA et le remboursement partiel du capital de l'emprunt de 1,025 milliard de FCFA.

La CRRH-UEMOA avait émis, du 23 novembre au 22 décembre 2016, sa sixième émission obligataire par appel public à l'épargne sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) pour un montant de 20, 5 milliards de FCFA. Le prix de l'obligation avait été fixé à 10 000 FCFA avec un taux d'intérêt annuel de 5,85% net d'impôt.

Le montant sollicité était destiné aux opérations au refinancement des prêts au logement en faveur des banques actionnaires de la CRRH-UEMOA. A ce titre, quatre banques actionnaires issues des pays de l'UEMOA avaient bénéficié d'un refinancement adossé à cet emprunt. Les cinq premiers emprunts de la CRRH-UEMOA, d'un montant total de 85,662 milliards de FCFA ont permis de refinancer les prêts à l'habitat consentis par 29 banques actionnaires couvrant les huit pays de l'Union.

Source :

https://www.financialafrik.com/2019/12/27/habitat-1445-milliard-de-fcfa-de-dettes-a-rembourser-par-la-crrh-uemoa-le-3-janvier-2020/

Vers des bananes plus chères

Notre régime (alimentaire) de bananes pourrait bientôt devenir un luxe, selon une nouvelle étude britannique. Après avoir contribué à son essor, les changements climatiques menacent maintenant la culture de ce fruit dont la popularité n'a cessé de croître depuis les années 60. Depuis 1961, l'augmentation de température et de précipitations liée aux changements climatiques a contribué à améliorer la productivité des bananiers dans les 27 principaux pays producteurs de bananes. L'étude britannique estime qu'ils ont contribué à augmenter son rendement de 1,37 tonne par hectare par année. Mais dans les 30 prochaines années, cette augmentation de productivité sera deux fois moins grande, selon les calculs de Daniel Bebber, biologiste à l'Université d'Exeter. Dans son étude publiée cet automne dans la revue Nature Climate Change, il soutient que **« la production va augmenter en Afrique, mais va diminuer ailleurs »**. L'Inde, premier producteur mondial, sera le pays où la productivité des bananiers va diminuer le plus à cause des changements climatiques, alors qu'en Chine, deuxième producteur mondial, la productivité climatique va stagner.

La production de banane va augmenter en Afrique, mais va diminuer ailleurs».

Source :

https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/201912/26/01-5255043-vers-des-bananes-plus-cheres.php

Croissance mitigée des économies subsahariennes en 2019

La croissance des économies de l'Afrique subsaharienne, au-delà des performances régionales, est restée mitigée en 2019, à cause des incertitudes persistantes de l'économie mondiale. Le dernier rapport semestriel de la Banque mondiale consacré à la conjoncture économique africaine soulignait que globalement, la croissance devrait ressortir à 2,6 % à la fin 2019 contre 2,5 % pour l'année précédente, soit une performance inférieure de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril.

Croissance mitigée des économies subsahariennes en 2019

Selon l'institution financière, la reprise dans les trois plus grandes économies de la région (Nigéria, Afrique du Sud et Angola) est restée timide ; ce qui a assombri les perspectives régionales.

Au Nigéria, le secteur non pétrolier a manqué de dynamisme tandis qu'en Angola, c'est le secteur pétrolier qui a peiné à progresser. En Afrique du Sud, une certaine défiance des investisseurs a pénalisé l'activité, faisait remarquer le rapport Africa's Pulse de l'institution financière mondiale, publié en octobre dernier.

L'Afrique Subsaharienne n'est cependant pas la seule région à pâtir de la conjoncture internationale incertaine. Les prévisions pour 2019 sont encore moins reluisantes pour le Maghreb et d'autres régions hors du continent, soulignait le document.

Source :

http://apanews.net/fr/news/croissance-mitigee-des-economies-subsahariennes-en-2019

ZLECAF : les premiers jalons d'un marché commun africain

Si des pays de l'Afrique de l'Ouest se réjouissent de l'arrivée prochaine de la monnaie Eco en remplacement du franc CFA, le continent peut le faire plus généralement sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF), entrée en vigueur le 30 mai 2019 et qui devrait permettre de faire « progresser de 33% » le commerce intra-africain. Ce projet de l'Union africaine (UA) a posé ses premiers jalons à Kigali, capitale du Rwanda, avec la signature de 44 pays lors d'un sommet en mars 2018. C'est aussi à Kigali que Paul Kagamé, alors président en exercice de cette institution, a salué la ratification par la Gambie, qui a permis l'atteinte du quorum de 22 Etats.

Les premiers jalons d'un marché de la ZLECAF

Ce « pas important en avant » voulait dire que les pays africains « sont prêts » pour la mise en œuvre immédiate de la ZLECAF, avait confié à APA le chef d'Etat rwandais, en marge de la commémoration du 25e anniversaire du génocide contre les Tutsis.

Source :

http://apanews.net/fr/news/zlecaf-les-premiers-jalons-dun-marche-commun-africain

Les 15 catastrophes provoquées par le changement climatique en 2019, selon une étude

Le réchauffement climatique a réservé un triste sort à l'environnement dans le monde en 2019. Ainsi, selon une étude britannique, **15 typhons, inondations ou feux de forêt ont rythmé l'année finissante.** Cette étude s'est fondée sur la compilation de données émanant de rapports de l'ONU, de structures étatiques et d'études scientifiques.

Les 15 catastrophes provoquées par le changement climatique en 2019, selon une étude

L'étude publiée vendredi 27 décembre 2019 par l'association britannique Christian Aid estime que les dégâts provoqués par chacun des événements météorologiques extrêmes sont estimés à plus d'un milliard de dollars. Les feux de forêt en Californie à l'automne sont la catastrophe qui a coûté le plus cher (25 milliards de dollars soit 22 milliards d'euros), suivis par le typhon Hagibis qui s'est abattu sur le Japon en octobre et qui a provoqué 15 milliards de dollars (13,4 milliards d'euros) de dégâts. En outre, l'étude met en évidence la relation entre le réchauffement climatique et les catastrophes naturelles.

Les inondations dans le Midwest et le sud des États-Unis ont coûté 12,5 milliards de dollars (11,2 milliards d'euros). Leur succèdent l'ouragan Dorian en Amérique du Nord avec 11,4 milliards de dollars (10,2 milliards d'euros), les inondations en Chine à la fin du printemps qui ont causé 12 milliards de dollars (10,7 milliards d'euros) de dommages ou encore les inondations dans le nord de l'Inde et le typhon Lekima en Chine : 10 milliards (8,9 milliards d'euros) chacun. A signaler que l'étude britannique ne tient pas compte des gigantesques feux en cours en Australie.

Source :

https://www.vivafrik.com/2019/12/28/les-15-catastrophes-provoquees-par-le-changement-climatique-en-2019-selon-une-etude-a34221.html